

Or, les Pères Trappistes, propriétaires de la laiterie de Mistassini écrivent:

Une nouvelle année laitière vient de s'ouvrir le 1^{er} avril, et depuis ce jour vous attendez nos prix.

Et ainsi, je ne lirai pas toute la lettre envoyée à tous les producteurs, mais je vais donner les prix, et je cite:

Nous paierons alors \$3.10 pour le lait de 2^e classe et \$3.20 pour le lait de 1^{re} classe.

Or, si vous enlevez 11c. de ce prix, vous allez voir ce qui reste, soit \$1.11. Le calcul est facile à faire. Ceci est le rapport de la laiterie de Mistassini.

• (12.40 p.m.)

Selon les dernières factures du 31 mars et du 15 avril, on a payé, pour du lait d'une teneur de 3.6 p. 100 de crème, \$3.07 plus \$1.11, soit un total de \$4.18, ce qui est loin de \$4.75. Ce sont les factures.

M. Choquette: C'est une moyenne nationale, quand on parle de \$4!

M. Gauthier: C'est cela, mais je parle de ma région, et je crois qu'il y a un problème. Je ne veux pas dire que c'est à la grandeur du Canada, mais je veux étudier le problème de ma région. Là, je veux être sincère.

Ce qui est encore plus grave, monsieur l'Orateur, comme je l'ai mentionné, c'est que depuis trois ans, dans ma région, nous avons eu des épidémies. Certains troupeaux ont été coupés à 50 p. 100. Cette année, il faut absolument que ces cultivateurs remontent leurs troupeaux. En fait, certains les ont remontés et, aujourd'hui, leurs troupeaux sont normaux. Ils se sont sacrifiés, ils ont acheté d'autres têtes de bétail et, aujourd'hui, c'est la question des fameux quotas qui nous menace. Imaginez le désastre dans notre région! Celui qui produisait auparavant 200,000 livres et qui n'a produit que 100,000 livres l'an dernier, à cause des épidémies, doit aujourd'hui atteindre 200,000 livres pour vivre. Mais il y a le quota de 100,000 livres, ce qui veut dire qu'au lieu de retirer \$1.11, il va toucher seulement 55c. les cent livres. C'est cela qui est grave, et je le signale au ministre de l'Agriculture (M. Greene), car cette situation n'existe pas seulement dans ma paroisse, mais dans les quatre comtés de toute la région du Saguenay-Lac St-Jean.

C'est pour cela qu'on lit dans *La Terre de chez nous*:

Fédération de l'UCC de Sherbrooke.

1,000 cultivateurs étudient la nouvelle politique laitière.

[M. Gauthier.]

Et ici, justement, on parle des quotas, qui constituent un désastre pour notre région. Je ne sais pas si les régions qui ont une production normale sont affectées, mais pour notre région, c'est réellement un désastre.

De plus, il faut tenir compte de la subvention de 25c. que le gouvernement provincial versait auparavant et qu'il ne peut plus donner, parce que cette somme sera déduite de la subvention fédérale, ce qui nuit énormément au cultivateur et réduit l'aide qu'il recevait.

C'est pour cette raison que je dis, monsieur l'Orateur, que nous sommes capables de prouver que nos cultivateurs touchent, cette année, dans les conditions actuelles, moins que l'an passé, à cause des conditions imposées, à cause des quotas, et par suite de la perte de la subvention de 25c. et la prime de 11c. pour le transport, sur tout le montant d'avant. Si seulement on limitait la prime de 11c. pour transport aux quotas; mais non, on l'applique au montant total, à toute la production.

Cela est très très dangereux, monsieur l'Orateur, et c'est ce qui nuit à la classe agricole actuellement. Nous aurons bientôt l'occasion de rencontrer les cultivateurs, qui vont nous dire sincèrement que s'ils marchent sur Ottawa, ce n'est pas pour venir féliciter le gouvernement, comme les députés libéraux l'ont dit hier, mais bien pour protester contre cette politique laitière. Dans le numéro du 3 mai 1967 de *La Terre de chez nous*, on pouvait lire:

Protestation massive des cultivateurs du Québec et de l'Ontario.

Marche sur Ottawa le 24 mai.

Ce sera une protestation de leur part, et ils ont raison de protester. Ils ont raison parce que cette politique ne leur va pas du tout. Il faut absolument s'asseoir autour d'une table ronde pour étudier sérieusement ces faits, et je sais qu'il y a des députés qui sont sérieux, qui veulent l'étudier.

Dans certaines régions, je l'avoue, cela peut faire. Mais, dans notre région, la situation est intenable. Le cultivateur n'est pas capable de se remonter et c'est pour cette raison que nous avons tellement de désertion des terres.

Monsieur l'Orateur, je vois que mon temps de parole s'écoule et je voudrais tenter de relier à l'amendement du parti conservateur un sous-amendement qui, je l'espère, sera accueilli par la présidence, afin que nous puissions enfin voter sérieusement sur cette question agricole.

Je propose donc, appuyé par l'honorable député de Lac-Saint-Jean (M. Simard):

Que tous les mots après le mot «centenaire» soient biffés et remplacés par les mots suivants: